



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement
Unité inter-départementale de la Haute-Garonne
et de l'Ariège**

Direction départementale des territoires

**Arrêté préfectoral portant mise en demeure à l'encontre de la société SATYS SEALING
PAINTING FRANCE pour son installation située sur la commune de CORNEBARRIEU**

N°43

Le préfet de la région Occitanie,
préfet de la Haute-Garonne
Officier de la Légion d'honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS) dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 mai 2016 relatif à la société STTS GROUP pour ses installations exploitées à CORNEBARRIEU, ZAC Aéroconstellation, lieux-dits « Bordeneuve » et « Clotasses » ;

Vu le changement de dénomination sociale du 6 septembre 2018, la société PRODEM devenant la société SATYS SEALING PAINTING FRANCE, pour son installation située sur la commune de CORNEBARRIEU ;

Vu le rapport du 7 avril 2025 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) d'Occitanie, service chargé de l'inspection des installations classées, constatant l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que l'exploitant est concerné, pour ses activités de peinture et de stockage et d'emploi de produits très toxiques, par l'application de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 précité qui prescrit la réalisation de trois campagnes de mesure des PFAS dans les rejets aqueux ;

Considérant que l'arrêté ministériel susvisé impose la réalisation des analyses PFAS et fluor organique absorbable (AOF) sous un délai de six mois ;

Considérant que l'arrêté ministériel susvisé impose la transmission des résultats d'analyse de PFAS et AOF à l'inspection des installations classées via le portail de télédéclaration GIDAF prévu par l'arrêté du 28 avril 2014 ;

Considérant que l'exploitant n'a pas transmis des résultats d'analyses dans le délai prévu ;

Considérant que ces campagnes doivent être engagées le plus rapidement possible pour répondre à la campagne nationale de recherche des PFAS dans les rejets et déterminer si le site peut être à l'origine de rejets en PFAS dans les eaux ;

Considérant que, face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure l'exploitant de réaliser ces campagnes de recherche de PFAS dans les rejets ;

Sur proposition du chef de l'unité interdépartementale de l'Ariège et de la Haute-Garonne de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie,

Arrête :

Art. 1^{er} : La société SATYS SEALING PAINTING FRANCE est mise en demeure, pour son site situé sur la commune de CORNEBARRIEU, de respecter l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation.

Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :

- sous un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le bon de commande à un laboratoire accrédité (pour le prélèvement et l'analyse des 20 PFAS cités dans l'arrêté) pour les trois campagnes de prélèvements et d'analyse des PFAS ainsi que les dates prévisionnelles de ces trois prélèvements ;
- les résultats des analyses de chaque campagne sont déclarés dans GIDAF au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne ;
- dans un délai de cinq mois maximum à compter de la notification du présent arrêté, les résultats des trois campagnes d'analyses seront déclarés dans GIDAF.

Art. 2 : Dans le cas où les obligations prévues à l'article 1^{er} ne seraient pas satisfaites dans le délai imparti par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues au point II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Les délais s'entendent à compter du jour de la notification du présent arrêté.

Art. 3 : Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Art. 4 : Conformément aux articles L. 171-11 et suivants du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle ne peut être déférée qu'à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de TOULOUSE, dans un délai prévu à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, de deux mois à compter de la notification ou de la publication de la présente décision. Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

Art. 5 : Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Haute-Garonne pendant une durée minimale de deux mois.

Art. 5 : Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Haute-Garonne pendant une durée minimale de deux mois.

Art. 6 : Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, le chef de l'unité interdépartementale de l'Ariège et de la Haute-Garonne de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie et la directrice départementale des territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société SATYS SEALING PAINTING FRANCE.

Fait à Toulouse, le

16 MAI 2025

Pour le préfet
et par délégation :
Le secrétaire général,

Serge JACOB

10 MAY 1952

RECEIVED
U.S. AIR FORCE
OFFICE OF THE
JOINT CHIEFS OF STAFF

10 MAY 1952